

PHILIPPINES

**Les civils sont menacés par
l'offensive de grande
envergure des forces
armées**

Index AI : ASA 35/006/00

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Alors que, selon certaines sources, au moins 600 civils ont été tués ou blessés depuis l'attaque lancée samedi par les forces armées philippines contre des bases rebelles sur l'île de Jolo, dans le sud des Philippines, Amnesty International appelle les autorités de ce pays à prendre de toute urgence des mesures pour garantir la sécurité de tous les civils se trouvant sur cette île.

« Les bombardements aveugles dont est victime la population civile doivent cesser immédiatement. Aucune situation de crise ne saurait justifier une offensive militaire faisant des morts parmi les civils », a déclaré Amnesty International.

Dans le cadre d'opérations anti-insurrectionnelles

menées contre des groupes armés d'opposition dans tout le pays, les forces armées philippines se sont rendues coupables de violations des droits humains, notamment d'exécutions extrajudiciaires, d'actes de torture, de « disparitions » et d'homicides commis sans discrimination contre des civils.

Amnesty International est consternée par les informations selon lesquelles les forces régulières ont interdit à des spécialistes de l'aide humanitaire et à des professionnels de la santé se trouvant à Jolo de se rendre dans des zones où des civils innocents, notamment des enfants, auraient été tués ou blessés. Le black-out imposé par le gouvernement n'a pas permis d'obtenir confirmation du nombre de

morts et de blessés parmi la population civile mais, à ce jour, des sources gouvernementales ont reconnu que quatre civils avaient perdu la vie.

Il semble que plusieurs milliers de villageois aient fui leurs foyers tandis que les bombardements se poursuivent sur l'île, qui figure parmi les plus pauvres de l'archipel philippin. Toutes les voies de communication à destination et au départ de Jolo ont été coupées.

Samedi, le président Joseph Estrada a ordonné à des milliers de soldats de lancer une offensive contre des bases du groupe armé séparatiste Abu Sayyaf, en vue de porter secours aux 22 personnes retenues en otages par ce mouvement

« Dans quelque conflit que ce soit, toutes les parties belligérantes sont tenues de respecter la vie des civils et des combattants blessés ou ayant déposé les armes », a rappelé l'organisation de défense des droits humains. ●

extrémiste musulman. Il s'agit de 16 Philippins, de trois Malaisiens, de deux journalistes français et d'un Américain. Au moins un des Philippins est retenu en captivité depuis presque cinq mois. D'autres otages, parmi lesquels plusieurs ressortissants étrangers, ont été relâchés récemment, contre des rançons d'un montant considérable, semble-t-il.

Amnesty International a appelé tant le groupe Abu Sayyaf, qui s'est rendu coupable d'atteintes aux droits humains, notamment de prises d'otages et d'homicides, que les forces armées philippines à respecter les Conventions de Genève de 1949.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 (0) 207 413 5566 ou consulter notre site web :

<http://www.amnesty.org>